

bioMérieux S.A.

Société anonyme au capital de 12 029 370 euros
Siège social : Chemin de l'Orme - 69280 à Marcy l'Etoile
673 620 399 RCS LYON

**RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE ET SOCIAL
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2010**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale annuelle en application des statuts et du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Nous vous présenterons les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir et soumettrons à votre approbation le bilan, les comptes annuels, ainsi que les comptes consolidés dudit exercice. Ces comptes sociaux et consolidés sont joints au présent rapport.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 2010

1 - SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE

L'exercice clos le 31 décembre 2010 a été marqué par les principaux événements suivants :

1.1 - Activité

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2010 s'est établi à 1 357 millions d'euros contre 1 223 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 10,9 % en euros. A devises et périmètre constants, la croissance organique s'est élevée à 4,9 %. Elle a été impactée de 150 points de base par l'effet de comparaison lié à l'activité enregistrée en 2009 du fait de la pandémie H1N1. Net de cet impact, la croissance organique se serait élevée à 6,4 % en 2010.

En 2010, la croissance des ventes s'est élevée à 4,9 %, à devises et périmètre constants. Elle a atteint 5,8 %, après prise en compte de l'acquisition de la société chinoise Meikang Biotech et de Dima GmbH, société distribuant les produits de Meikang Biotech principalement en Allemagne. Favorisé par un effet de change très significatif dû au renforcement de l'euro contre la plupart des autres devises, le chiffre d'affaires est en hausse de 10,9 % en euros.

En 2010, l'évolution de l'activité par zone géographique s'explique notamment par les éléments suivants (chiffres à devises et périmètre constants) :

Chiffre d'affaires par zone géographique <i>En millions d'euros</i>	2010	2009	Variation A données publiées	Variation A devises et périmètre constants
Europe ^(*)	727	694	+4,7 %	+1,8 %
Amérique du Nord	318	289	+10,2 %	+3,5 %
Asie Pacifique	201	151	+32,5 %	+18,9 %
Amérique latine	111	89	+24,7 %	+10,2 %
TOTAL	1 357	1 223	+10,9 %	+4,9 %

^(*) y compris le Moyen-Orient et l'Afrique

En 2010, l'évolution de l'activité par technologie, à devises et périmètre constants, est la suivante :

Chiffre d'affaires par technologie <i>En millions d'euros</i>	2010	2009	Variation A données publiées	Variation A devises et périmètre constants
Applications Cliniques	1 142	1 034	+10,4 %	+4,3 %
Microbiologie	694	613	+13,2 %	+7,6 %
Immunoessais ^(*)	361	326	+10,9 %	+3,2 %
Biologie Moléculaire	70	76	-8,2 %	-13,1 %
Autres gammes	17	19	-10,9 %	-13,6 %
Applications Industrielles	215	189	+13,5 %	+8,1 %
TOTAL	1 357	1 223	+10,9 %	+4,9 %

(*) dont VIDAS[®] : +9,2%

1.2 - Partenariats et accords stratégiques

6 accords de partenariat stratégique ont été signés pendant l'exercice :

- En spectrométrie de masse pour l'identification bactérienne dans les laboratoires de microbiologie, avec Shimadzu et AnagnosTec.
- Dans le Point-of-Care hospitalier, avec Royal Philips Electronics.
- En biologie moléculaire avec Biocartis et avec Idaho Technology.
- Dans le séquençage de l'ADN appliqué au diagnostic *in vitro*, avec Knome.

2 accords de licence de biomarqueur de maladies cardio-vasculaires ont été conclus :

- Avec BG Medicine, pour l'utilisation dans les systèmes bioMérieux (notamment VIDAS[®]), de galectin-3, un nouveau marqueur du développement et de la progression de l'insuffisance cardiaque.
- Avec Siemens Healthcare Diagnostics, pour le développement d'un test VIDAS[®] pour le dosage hypersensible de la protéine C-réactive (hsCRP) ; la détermination hypersensible de la CRP permet d'identifier, de stratifier et de prévenir le risque cardiovasculaire.

Enfin un nouvel accord a été signé dans le domaine du théranostic avec GlaxoSmithKline, pour développer un test moléculaire. Ce test permettra d'aider les oncologues à choisir le traitement approprié dans le cas de mélanomes métastatiques (cancers de la peau).

1.3 - Nouveaux Produits

17 nouveaux produits ont été commercialisés au cours de l'exercice. Le progiciel Myla[™] a été lancé en version β. Ce logiciel, qui est un élément essentiel proposé par bioMérieux pour l'automatisation complète du laboratoire de microbiologie (FMLA[™]), est un middleware permettant d'améliorer la connectivité des instruments, les flux du laboratoire et la gestion des informations

1.4 - Opérations Industrielles

Le Groupe a poursuivi son ambitieux programme industriel. 2 nouvelles unités de production ont été intégrées en Chine. Les sites de Toronto (Canada), Solna (Suède) et Boxel (Pays-Bas) ont été fermés et la fermeture du site de Portland (Oregon, Etats-Unis) a été annoncée en fin d'exercice. En outre, des projets visant à optimiser les processus internes ont été mis en œuvre, comme le déploiement du «Global ERP⁽¹⁾» sur 5 pays, le recrutement d'un Responsable Mondial Six Sigma⁽²⁾ et la signature d'un

⁽¹⁾ Progiciel de gestion intégré

accord mondial avec la société HCL, qui gère les serveurs de bioMérieux, son parc de PC et son infrastructure informatique mondiale depuis le 3 janvier 2011.

1.5 - Procédures en cours

La Société est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité. Elle ne pense pas que ces litiges auront une influence sensiblement défavorable sur la continuité de son exploitation. La Société n'est partie à aucun litige considéré comme significatif en dehors de ceux décrits en annexe des comptes consolidés (notes 13.3.1 et 13.4 aux états financiers consolidés). Elle considère que les provisions pour litiges constituées représentent une couverture raisonnable de ces litiges.

1.6 - Organisation des opérations de mécénat de bioMérieux

Le Conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 19 décembre 2003, a pris la décision de consacrer une part déterminée de son budget à des opérations de mécénat. Il a été prévu que cette enveloppe soit affectée pour sa majeure partie (de 80 à 90 %) à des projets soutenus par la Fondation Mérieux et la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux et pour le solde, à des opérations de parrainage ou de mécénat directement entreprises par bioMérieux. En 2010, la Société a participé au financement d'opérations de mécénat pour un montant total de 2 463 850 euros, (dont 1 985 425 euros au profit de la Fondation Mérieux et de la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux), représentant 3,38 % du chiffre d'affaires de bioMérieux SA.

2 - PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ; RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

2.1 - Les comptes

Les comptes au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 sont arrêtés selon le référentiel IAS/IFRS.

Compte de résultat

A compter de l'exercice 2010, les crédits d'impôt en faveur de la recherche font l'objet d'une reclassification. Afin de faciliter la comparaison avec les chiffres publiés jusqu'à présent, les commentaires ci-après relatifs à l'évolution du compte de résultat s'entendent avant impact de cette reclassification.

Le résultat opérationnel courant⁽³⁾, avant reclassement des crédits d'impôt en faveur de la recherche en « autres produits de l'activité », a progressé de 13 %. Il atteint 241 millions d'euros, soit 17,8 % du chiffre d'affaires contre 17,4 % en 2009.

La marge brute a augmenté de 62 millions d'euros, pour atteindre 722 millions d'euros. Cette progression résulte de la croissance de l'activité, de l'évolution des devises, de la réduction du prix de revient des principaux produits du Groupe, et d'un effet de mix favorable dû à la forte baisse des ventes de produits de distribution. En outre, les coûts liés à l'entretien et à l'amortissement de la base installée ont été mieux absorbés. Du fait de l'impact du change sur le chiffre d'affaires, le taux de marge brute passe de 53,9 % à 53,2 %.

Les frais commerciaux et généraux s'élèvent à 342 millions d'euros. Ils sont pénalisés par les coûts du projet « Global ERP » et par l'évolution des taux de change. Leur poids passe néanmoins de 25,8 % à 25,2 % du chiffre d'affaires, grâce à la maîtrise des effectifs et à la fermeture du site de Boxtel.

Les frais de recherche et développement atteignent 149 millions d'euros, soit 11 % du chiffre d'affaires. Leur progression à devises constantes ressort à près de 3 %.

⁽²⁾ Six Sigma est une marque appartenant à Motorola

⁽³⁾ Résultat opérationnel courant, avant les éléments « significatifs, inhabituels et non récurrents », classés en « autres produits et charges opérationnels non courants »

Les produits du portefeuille de brevets s'élèvent à 10 millions d'euros, en diminution de 2,4 millions d'euros. Les redevances enregistrées sur les technologies d'hémoculture, BOOM® et NASBA™, qui sont venues à échéance au cours de l'exercice, atteignent environ 5 millions d'euros.

Le résultat opérationnel s'établit à 231 millions d'euros, contre 204 millions d'euros au 31 décembre 2009, soit une progression de 13,6 %.

Les autres éléments opérationnels non courants représentent, comme en 2009, une charge nette de près de 10 millions d'euros. Ils enregistrent une dépréciation des créances publiques grecques (4,4 millions d'euros) et les coûts liés à la fermeture des unités de production de Boxtel et Portland (5,7 millions d'euros). En 2009, ils intégraient des charges et provisions non récurrentes liées à la fermeture des sites de Boxtel, Solna et Toronto.

Le résultat net a progressé de 8 %, pour atteindre 160 millions d'euros contre 148 millions d'euros en 2009. Il représente 11,8 % du chiffre d'affaires. Le résultat net par action s'élève à 4,03 euros, contre 3,75 euros en 2009.

La charge financière nette s'élève à 2,6 millions d'euros.

La charge d'impôt sur les résultats s'établit à 69 millions d'euros. Elle représente 30 % du résultat avant impôt et enregistre une augmentation marquée des impôts de distribution, liée aux fortes distributions internes réalisées sur l'exercice. Elle est également pénalisée par un effet de comparaison, la suppression de la retenue à la source sur les dividendes entre la France et les Etats-Unis ayant permis de reprendre une provision de 2 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2009.

Nouvelle présentation du compte de résultat

Les comptes de l'exercice font l'objet d'une importante reclassification : en accord avec les pratiques recommandées par l'AMF, les crédits d'impôt en faveur de la recherche (près de 13 millions d'euros en 2010, comme en 2009), qui étaient comptabilisés jusqu'à présent en déduction de la charge d'impôt, sont désormais classés en résultat opérationnel courant. Ils sont enregistrés en « autres produits de l'activité ». Afin de faciliter les comparaisons, les données 2009 présentées ci-après sont des données *pro forma*, établies selon la même règle.

Résultat opérationnel courant <i>En millions d'euros</i>	2010	2009	Variation A données publiées
Ancienne présentation <i>En % des ventes</i>	241 <i>17,8 %</i>	213 <i>17,4 %</i>	+13,0 %
Crédits d'impôt recherche	13	13	
Nouvelle présentation <i>En % des ventes</i>	254 18,7 %	226 18,5 %	+12,2 %

Selon cette nouvelle présentation, le taux moyen d'imposition de 2010 ressort à 33,7 %.

Cash-flow

Le cash-flow libre de 80 millions d'euros dégagé en 2010 a permis de financer les opérations de business development (principalement les acquisitions de Meikang Biotech, Dima et Zenka et les prises de participation dans Knome et Biocartis) à hauteur de 25 millions d'euros, le versement en juin 2010 d'un dividende de 36 millions d'euros (0,92 euro par action), et de dégager un cash-flow net de 19 millions d'euros.

L'EBITDA⁽⁴⁾ est en progression de 35 millions d'euros. Il atteint 334 millions d'euros, y compris crédits d'impôt en faveur de la recherche.

La variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation, y compris crédits d'impôt en faveur de la recherche, est plus importante qu'en 2009 (42 millions d'euros contre 25 millions d'euros). Cette évolution s'explique par l'allongement des délais de règlement en Europe du Sud qui entraîne une augmentation de 7 jours (à devises et périmètre constants) de la durée moyenne d'encaissement des créances clients du Groupe. En outre, des stocks de sécurité ont été reconstitués notamment pour répondre à l'augmentation de la demande des pays émergents. Dans ce contexte, avant crédits d'impôt recherche, le besoin en fonds de roulement d'exploitation s'établit à 22,4 % du chiffre d'affaires à la clôture de l'exercice.

Les investissements nets sont stables, à 123 millions d'euros. Les placements d'instruments s'élèvent à 36 millions d'euros contre 38 millions d'euros en 2009. Les investissements industriels, d'un montant de 87 millions d'euros, ont principalement porté sur le développement du « Global ERP », l'extension des capacités de production, leur préparation en vue des lancements de nouveaux produits ou leur aménagement dans le cadre des restructurations en cours. Le total des investissements de l'exercice a représenté 9 % du chiffre d'affaires, la mise en œuvre du plan d'investissement annoncé en 2008 s'étalant sur une période plus longue qu'initialement prévue. Dans ce contexte, les investissements industriels devraient être supérieurs en 2011 d'environ 15 millions d'euros à leur niveau habituel (8,5 % du chiffre d'affaires).

La trésorerie nette s'élève à 24 millions d'euros au 31 décembre 2010. La Société continue de disposer jusqu'en janvier 2013 d'un crédit syndiqué de 260 millions d'euros qu'elle n'utilise pas actuellement.

2.2 Dividende

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale du 15 juin prochain d'approuver un dividende de 0,98 euro par action, portant à 38,7 millions d'euros le montant qui sera distribué en juin 2011.

2.3 Engagements hors bilan

Les engagements reçus et donnés en cours au 31 décembre 2010 figurent en note 28 des annexes aux comptes consolidés.

2.4 - Risques de marché

Risques de change

Plus de la moitié de l'activité du Groupe étant exercée en dehors de la zone euro, son chiffre d'affaires, ses résultats et son bilan peuvent être significativement affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et les autres devises. Ce risque est détaillé à la note 27.1 des annexes aux comptes consolidés 2010.

Risque de crédit

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif. La valeur nette comptable des créances reflète la juste valeur des flux nets à recevoir. L'impact des dépréciations nettes sur les créances clients ainsi que l'exposition nette vis à vis des organismes publics grecs sont donnés en note 8 des annexes aux comptes consolidés 2010.

Risque de liquidité

Le total des actifs financiers courants étant très supérieur au total des passifs financiers courants, et l'impact de la saisonnalité étant non significatif, le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité.

⁽⁴⁾ Somme du résultat opérationnel courant et des amortissements d'exploitation

Dans ce contexte, le seul échéancier donné est celui relatif à la dette financière nette présenté dans la note 15.2. des annexes aux comptes consolidés.

2.5 - Les comptes consolidés

Les comptes consolidés figurent en annexe du présent rapport.

3 - ÉVÈNEMENTS RÉCENTS/PERSPECTIVES D'AVENIR

3.1 - Evènements récents

bioMérieux et Ipsen ont annoncé en février 2011 la signature d'un partenariat visant à créer une collaboration mondiale dans le domaine du théranostic, portant notamment sur les cancers hormono-dépendants. Les deux sociétés ont signé un accord cadre leur permettant d'identifier ensemble des programmes qui pourraient bénéficier du développement conjoint d'un traitement thérapeutique et d'un test de diagnostic compagnon, notamment pour la prévention et le traitement des cancers de la prostate et du sein, des tumeurs neuro-endocriniennes (TNE) et des tumeurs de l'hypophyse.

Une nouvelle gouvernance a été mise en place. Sur proposition d'Alain Mérieux, le Conseil d'administration du 17 décembre 2010 a nommé Jean-Luc Bélingard, Président-Directeur Général de bioMérieux, à compter du 1^{er} janvier 2011. Le Conseil d'administration a confirmé Alexandre Mérieux en tant que Directeur Général Délégué.

3.2 - Perspectives d'avenir

bioMérieux prévoit de réaliser, en 2011, une croissance de son chiffre d'affaires comprise entre 5 et 6 %, à devises constantes et périmètre d'activité comparable. Cet objectif exclut l'impact de l'arrêt de l'activité milieu de culture cliniques de routine en Amérique du Nord. Il tient compte de l'environnement dégradé des principaux marchés de la Société (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord), de la fin du contrat de tests VIH quantitatifs en Afrique du Sud et de l'importance des ventes d'instruments en 2010.

En 2011, la Société prévoit d'investir pour assurer son développement et sa rentabilité à moyen terme. Elle lancera une nouvelle activité « Services », préparera les lancements de 2012 et de 2013, et intensifiera son effort de R&D. Dans ce contexte, elle cible un résultat opérationnel courant compris entre 255 et 270 millions d'euros, après prise en compte de crédits d'impôt recherche estimés à 12 millions d'euros. Cet objectif tient compte également de la diminution programmée des redevances reçues ainsi que des dépenses liées au déploiement et à l'amortissement du « Global ERP ».

4 - ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Les investissements en recherche et développement de la Société, qui ont représenté 149 millions d'euros en 2010, soit 11 % de son chiffre d'affaires, reposent sur des technologies développées soit en interne, soit en partenariat avec d'autres sociétés ou instituts de recherche académique, soit par prises de licences.

L'affectation des investissements en matière de recherche et développement porte essentiellement sur le développement de plateformes et sur l'expansion des menus dans le domaine des maladies infectieuses, de certains cancers et de certaines pathologies cardio-vasculaires.

Les principales orientations stratégiques de recherche et développement, dans le domaine clinique, le domaine industriel et le théranostic sont présentées au chapitre 11.2 du document de référence 2010.

Les activités de recherche et de développement du Groupe représentent environ neuf cents personnes, réparties dans dix centres : Etats-Unis (Durham, Saint Louis, San Diego), France (quatre centres situés en région Rhône-Alpes), Italie (Florence), Brésil (Rio de Janeiro) et Chine (Shanghai).

Le pôle recherche se répartit entre biomarqueurs et exploration de technologies innovantes.

Le pôle développement comprend plusieurs unités : microbiologie, immunoessais, biologie moléculaire, applications industrielles et théranostic, chacune d'entre elles définissant et contrôlant sur son périmètre le développement des réactifs, des consommables, des instruments et des logiciels associés.

La validation et le suivi des projets majeurs est assuré par un Comité d'approbation, le « Project Approval Committee ». Ce Comité se réunit régulièrement pour approuver les délais, les ressources humaines, les coûts et les risques lors du démarrage, et à chaque franchissement d'une étape clé de développement.

La politique du Groupe est de localiser autant que possible les activités de recherche et développement par gamme en fonction du site où elle est (ou sera) fabriquée.

La Société fonde une partie de sa recherche et de son activité, en particulier pour la mise au point de technologies nouvelles, sur des partenariats avec les principaux instituts de recherche publique (CNRS, INSERM, CEA, Institut Pasteur), des universités, des centres hospitaliers, des laboratoires et des sociétés de biotechnologie.

Les contrats de partenariat conclus par la Société prévoient la répartition des droits de propriété intellectuelle, ainsi que le paiement de redevances lors de la commercialisation des produits objets de la coopération.

Les informations complètes en matière de Recherche et Développement sont décrites au chapitre 11 du document de référence 2010.

5 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous avons exposé l'activité des filiales et des sociétés contrôlées en vous rendant compte de l'activité de la Société. Le tableau des filiales et participations est en note 5.1 des annexes aux comptes sociaux 2010.

5.1 - Renseignements divers concernant les prises/cessions de participations

La Société n'a cédé aucune de ses participations au cours de l'exercice 2010.

5.1.1 - Prises de participations

Sociétés consolidées

- Deux sociétés ont été acquises en Chine : Meikang Biotech⁽⁵⁾, un fabricant de tests rapides basé à Shanghai qui renforce la position de bioMérieux sur les marchés du diagnostic au chevet du patient (POC - Point-of-Care) et Shanghai Zenka Biotechnology, qui dispose des autorisations nécessaires à la commercialisation des principaux milieux de culture microbiologique en Chine. bioMérieux Allemagne a acquis Dima Gesellschaft für Diagnostika, société sœur de Meikang Biotech, distribuant les produits de Meikang Biotech principalement en Allemagne
- La Société a racheté, à la société Litha, 26 % du capital de sa filiale en Afrique du sud. Elle en détient désormais 100 % du capital.

⁽⁵⁾ Renommée bioMérieux Shanghai Biotech

Autres participations

- bioMérieux est entré au capital de la société Biocartis à hauteur de 8,7 % pour un montant de 9 millions d’euros conjointement à la signature, début novembre 2010, d’un accord stratégique pour le co-développement de tests dédiés au système de biologie moléculaire entièrement intégré de Biocartis.
- bioMérieux est entré au capital de la société Knome à hauteur de 7,8 % pour un montant de 5 millions de dollars conjointement à la conclusion d’un accord de collaboration stratégique pour le développement d’une nouvelle génération de solutions de diagnostic *in vitro*, utilisant le séquençage.

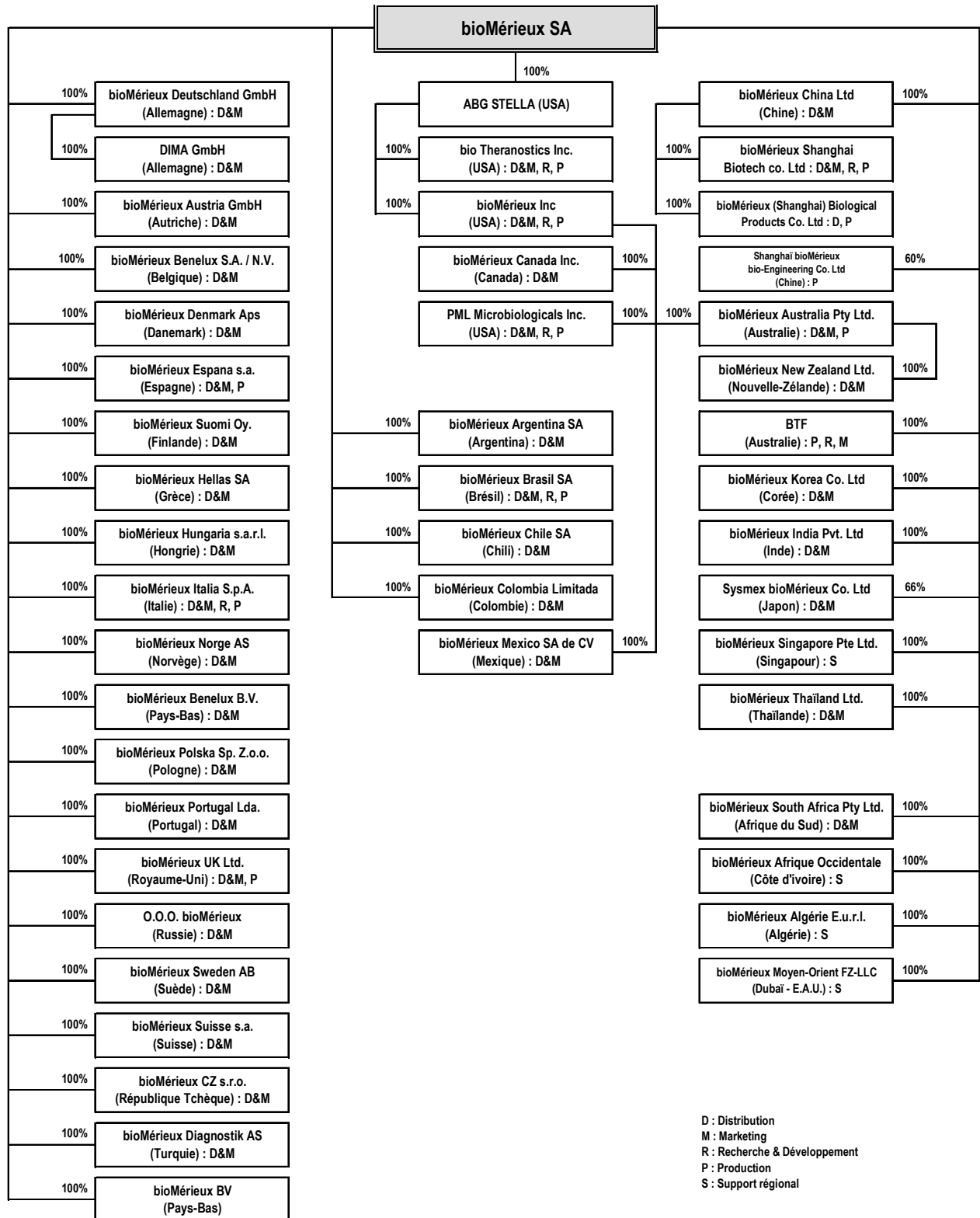
5.1.2 - Nouvelles filiales

La Société n’a créé aucune filiale au cours de l’exercice.

La liste des filiales et participations figure en note 5.1 des annexes aux comptes sociaux 2010.

5.2 - Organigramme juridique

Le schéma ci-après représente l’organigramme des principales sociétés détenues par la Société (en pourcentage de capital) au 31 décembre 2010.



RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX 2010

1 - PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

1.1 - Faits marquants de l'exercice

Filiales

En mars 2010, la Société a souscrit à l'augmentation de capital de sa filiale en Chine, bioMérieux HK Investment. Les titres acquis à cette occasion ont une valeur de 2,5 millions d'euros (27,6 millions de HKD).

Le 14 juillet 2010, bioMérieux SA a racheté à la société Litha, 26 % du capital de sa filiale en Afrique du sud pour un montant de 1,7 million d'euros (16,5 millions de ZAR).

Acquisition de sociétés

En 2010, bioMérieux Chine a acquis la société chinoise Meikang Biotech, fabricant de tests rapides. Cette opération s'est traduite dans les comptes de bioMérieux SA, par une avance de trésorerie de 9 millions d'euros (12 millions de dollars US) à bioMérieux Chine.

Le 21 avril 2010, la Société a pris une participation dans le capital de Knome. Les titres de cette société ont été acquis pour une valeur de 3,7 millions d'euros (5 millions de dollars US). bioMérieux SA et Knome ont également conclu un accord de collaboration portant sur le développement d'une nouvelle génération de solutions de diagnostic *in vitro*, utilisant le séquençage.

Le 3 novembre 2010, la Société entre au capital de Biocartis à hauteur de 9 millions d'euros. bioMérieux SA et Biocartis ont également conclu un accord pour le co-développement de tests dédiés au système de biologie moléculaire. Les deux sociétés distribueront conjointement cette nouvelle plateforme de diagnostic à partir de 2012.

Accord de collaboration

Le 7 janvier 2010, la Société a signé un accord de collaboration avec Royal Philips Electronics pour développer et commercialiser de nouvelles solutions de diagnostic dans le cadre du « Point of Care ». Au 31 décembre 2010, la Société a enregistré dans ses comptes 3,5 millions d'euros de frais d'études et recherches relatives à ce projet.

Projet Magellan

Le projet Magellan emploie 42,1 équivalent temps plein au 31 décembre 2010. Par ailleurs, la Société a enregistré au 31 décembre 2010, 12,6 millions d'euros de prestations externes relatives au projet, dont 4,6 millions d'euros enregistrés en compte d'attente (quote-part relative aux filiales). La Société a également enregistré en compte d'attente 1 million d'euros de masse salariale dans le cadre des quotes-parts à refacturer aux filiales.

Transferts d'activités

En 2009 et 2010, les productions de plusieurs activités du Groupe ont été transférées des filiales vers les sites français : NucliSENS[®] de bioMérieux bv et Diversilab de bioMérieux Inc ainsi que Etest[®] d'AB bioMérieux. Dans ce cadre, la Société a continué de racheter des stocks NucliSENS[®] à bioMérieux bv jusqu'à fin septembre 2010.

Plan d'actionnariat OPUS

En 2010, la Société a reconduit le plan d'actionnariat ouvert à tous ses collaborateurs à travers le monde. Pour bioMérieux SA, les salariés éligibles ont eu la possibilité d'investir leur intéressement 2009 sur le fonds Opus Classic, créé en 2004 lors de l'introduction en bourse de bioMérieux. La société a abondé cette opération pour un montant de 1,1 million d'euros ; 58,3 % des salariés ont participé à ce plan.

Abandon de créance

En date du 17 décembre 2010, bioMérieux SA a consenti une aide à sa filiale bioMérieux bv pour un montant de 7,5 millions d'euros destiné à couvrir la situation nette négative de la société.

1.2 - Activité

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 729,8 millions d'euros contre 645,6 millions d'euros l'année précédente, soit une augmentation de 13 %.

- Les ventes domestiques diminuent de 1,6 %.
- La progression des ventes aux filiales s'élève à 13,2 %.
- Les ventes aux distributeurs affichent une hausse de 30,7 %.

1.3 - Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 103,8 millions d'euros, soit 14,2 % du chiffre d'affaires. Il affiche une augmentation de 45,7 millions d'euros (+78,7 %) par rapport à l'exercice précédent.

L'excédent brut d'exploitation est favorisé par l'augmentation du chiffre d'affaires de 84,2 millions d'euros (+ 13 %).

Le poste production stockée diminue de 21,2 millions d'euros. L'exercice 2009 enregistre une forte variation de stock de 15,7 millions d'euros liée à la reprise des activités industrielles NucliSENS® et Etest®. A contrario, l'exercice 2010 enregistre une diminution des stocks de produits encours et semi-finis de -5,5 millions d'euros liée aux fortes ventes de fin d'année qui ont précédé la migration à SAP.

Les services extérieurs augmentent de 11,1 millions d'euros (+7,7 %), dont 3 millions d'euros de prestations informatiques en partie liées au projet « Global ERP » et 2,2 millions d'euros de frais de transports. Le poste « intérimaires » affiche une croissance de 5,2 millions d'euros principalement dans les services de production et dans le cadre du déploiement du nouvel ERP.

1.4 - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation, après amortissements et provisions, est passé de 25,9 millions d'euros en 2009 à 50,5 millions d'euros au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 94,6 %.

1.5 - Résultat financier

Le résultat financier s'élève à 103,3 millions d'euros, contre 52,5 millions d'euros l'année précédente. Il bénéficie de la hausse des dividendes reçus des filiales pour 79,2 millions d'euros et est marqué par une augmentation des dépréciations de titres de participation pour 19,9 millions d'euros.

1.6 - Résultat courant

Le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 153,8 millions d'euros, contre 78,5 millions d'euros l'année précédente.

1.7 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel dégagé au 31 décembre 2010 affiche un gain de 6,7 millions d'euros contre une perte de -4,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Le résultat exceptionnel 2010, bénéficie d'une reprise de provision pour apurement de la situation nette négative de bioMérieux bv (+8,4 millions d'euros).

A contrario, le résultat exceptionnel 2009 supportait les charges liées au transfert d'activité NucliSENS[®] de bioMérieux bv (-6,2 millions d'euros) et la charge nette constatée lors des attributions définitives d'actions gratuites (-1,9 million d'euros). Ces charges ont été partiellement compensées par la plus-value réalisée lors de la cession des titres ExonHit (+3,3 millions d'euros).

1.8 - Résultat net

Le bénéfice net s'élève à 150,3 millions d'euros, en hausse de 68,5 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Il représente 20,6 % du chiffre d'affaires contre 12,7 % au 31 décembre 2009.

1.9 - Investissements

Les investissements en actifs corporels et incorporels se sont élevés à 39,5 millions d'euros dont 4,3 millions d'euros d'instruments.

La Société a notamment poursuivi ses investissements dans les infrastructures en consacrant une somme de 13,6 millions d'euros aux équipements industriels. Les investissements relatifs aux bâtiments et agencements sur l'ensemble des sites ont quant à eux progressé de 12,7 millions d'euros.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles mises au rebut représente 1,2 million d'euros.

Les immobilisations financières diminuent de 15,4 millions d'euros en valeur brute (acquisitions – cessions). Les dividendes à recevoir d'ABG Stella diminuent de 30 millions d'euros. L'exercice 2010 enregistre une reprise de provisions de dividendes à recevoir de 41 millions d'euros au titre de 2009 ainsi qu'une provision de 11 millions d'euros. L'exercice 2010 enregistre également une augmentation nette de 17 millions d'euros des titres de participation et autres titres immobilisés.

1.10 - Endettement

Au 31 décembre 2010, la Société affiche un excédent de trésorerie de 61,7 millions d'euros. Le poste endettement net est en diminution de 136 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent.

1.11 - Détail des comptes sociaux

Les comptes sociaux figurent en annexe du présent rapport.

2 - AFFECTATION DU RESULTAT

Il sera proposé aux actionnaires d'affecter le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui, constitué de la somme du résultat bénéficiaire s'élevant à 150 257 614,80 euros et du report à nouveau bénéficiaire de 37 545 008,83 euros, s'élève à 187 802 623,63 euros, de la manière suivante :

- une somme de 100 000 000 euros sera virée au compte « Réserve générale » qui se trouvera portée de 284 000 000 euros à 384 000 000 euros ;

- une somme de 58 200,89 euros sera virée au compte « Réserve spéciale pour Mécénat » qui se trouvera portée de 455 354,31 euros à 513 555,20 euros ;
- une somme de 38 664 665,20 euros est distribuée à titre de dividendes, soit 0,98 euro pour chacune des 39 453 740 actions composant le capital social ; le dividende sera mis en paiement à compter du 22 juin 2011.
- le solde, soit 49 079 757,54 euros, sera versé au compte « Report à nouveau ».

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 540 807 819,32 euros après distribution, pour un capital social de 12 029 370 euros.

La Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre lors du détachement du coupon. Le montant correspondant de dividende sera affecté en « report à nouveau ». Par ailleurs, il est précisé que le dividende annuel est éligible à l'abattement bénéficiant aux seules personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de l'article 158.3 2° du Code général des impôts.

3 - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

Le tableau ci-dessous décrit les dividendes (en euros) distribués par la Société au cours des trois derniers exercices.

La Société n'a pas perçu et ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détenait ou détiendrait en propre lors du paiement du dividende. Le montant correspondant de dividende fait l'objet d'un report à nouveau.

Exercice clos le	Dividende distribué en euros
31/12/2009	36 297 440,80
31/12/2008	31 957 529,40
31/12/2007	29 984 842,40

4 - DEPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Les comptes de l'exercice écoulé supportent une dépense non déductible du résultat fiscal visée par les dispositions prévues aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts d'un montant de 167 613,24 euros, correspondant à la quote-part des loyers non déductibles des véhicules loués par bioMérieux SA.

5 - DELAI DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Les soldes des comptes fournisseurs se décomposent comme suit à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :

SOLDES FOUNISSEURS AU 31/12/2010 <i>En milliers d'euros Par échéance</i>	Fournisseurs Factures non parvenues	Fournisseurs Exploitation + Effets à payer	Fournisseurs Immobilisations + Effets à payer	TOTAUX
Litiges à plus d'1 an		1 530	43	1 573
Echus à plus de 10 jours		6 654	3 676	10 330
Echus à moins de 10 jours		2 898	202	3 099
A échoir 0 à 30 jours		7 590	355	7 945
A échoir 31 à 60 jours		42 069	4 322	46 391
A échoir 61 à 90 jours		738		738
+90 jours		3 586	23	3 609
FNP	39 690			39 690
Total	39 690	65 063	8 621	113 374

Les soldes fournisseurs ci-dessus comportent un montant de 246 milliers d'euros relatif à des comptes fournisseurs d'exploitation débiteurs que l'on retrouve au bilan respectivement dans les postes autres créances d'exploitation.

Les soldes des comptes fournisseurs se décomposent comme suit à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2009 :

SOLDES FOUNISSEURS AU 31/12/2009 <i>En milliers d'euros Par échéance</i>	Fournisseurs Factures non parvenues	Fournisseurs Exploitation + Effets à payer	Fournisseurs Immobilisations + Effets à payer	TOTAUX
Litiges à plus d'1 an		1 594		1 594
Echus à plus de 10 jours		3 920	374	4 294
Echus à moins de 10 jours		4 370	620	4 990
0 à 30 jours		39 407	5 235	44 641
31 à 60 jours		31 528	1 818	33 346
61 à 90 jours		6 079	173	6 251
+90 jours		229	428	657
FNP	46 369			46 369
Total	46 369	87 126	8 648	142 143

6 - Répartition du capital au 31 décembre 2010

Le tableau ci-dessous indique la répartition du capital de la Société aux dates indiquées.

Actionnariat*	Situation au 31/12/2010				Situation au 31/12/2009				Situation au 31/12/2008			
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Institut Mérieux **	23 240 090	58,90	46 480 180	70,87	23 240 090	58,90	46 480 180	70,79	23 240 090	58,90	46 480 100	72,15
GIMD***	2 013 470	5,10	4 026 940	6,14	2 013 470	5,10	4 026 940	6,13	2 013 470	5,10	3 993 940	6,20
Salariés****	464 232	1,18	471 254	0,72	391 246	1	530 544	0,81	544 761	1,38	390 818	0,61
Auto-détention*****	31 200	0,1	0	0,00	44 900	0,1	0	0,00	191 431	0,49	0	0,00
Public	13 704 748	34,74	14 607 811	22,27	13 764 034	34,9	14 622 015	22,27	13 463 988	34,13	13 558 098	21,04
TOTAL	39 453 740	100	65 586 185	100	39 453 740	100	65 659 679	100	39 453 740	100	64 422 956	100

* Seuls les actionnaires représentant plus de 5 % du capital sont mentionnés nominativement dans ce tableau. Les autres actionnaires sont intégrés dans le Public.

** Institut Mérieux est la société holding de la famille Mérieux.

*** Groupe Industriel Marcel Dassault.

**** Cette ligne comprend l'actionnariat salarié au travers du FCPE, les actions détenues par les salariés dans le cadre des plans OPUS et les salariés inscrits au nominatif pur. Pour les années 2009 et 2008 cette ligne comprenait l'actionnariat salarié au travers du FCPE, les actions détenues par les salariés dans le cadre des plans OPUS et les actions attribuées à titre gratuit aux salariés de la Société.

***** Les actions sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité avec la société Crédit Agricole Cheuvreux et des mandats conclus avec les sociétés Crédit Agricole Cheuvreux et Natixis

La variation des droits de vote est liée à l'existence d'un droit de vote double.

Institut Mérieux, société holding appartenant à la famille Mérieux, par l'intermédiaire de Compagnie Mérieux Alliance, détient au 31 décembre 2010, 58,90 % du capital et 70,87 % des droits de vote de la Société. Par conséquent, Institut Mérieux peut adopter toutes les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires en Assemblée générale.

La Société est contrôlée comme décrit ci-dessus ; toutefois, la Société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle soit exercé de manière abusive.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de pacte d'actionnaires et/ou d'action de concert, ni d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle.

Franchissements de seuils déclarés à la Société

- le 3 août 2010, le seuil statutaire de 1 % à la hausse par la société AXA Investment Managers ;
- le 1^{er} septembre 2010, le seuil statutaire de 1 % à la baisse par la société AXA Investment Managers ;
- le 16 novembre 2010, le seuil statutaire de 2 % à la hausse par la Société Sofina ;

Actionnariat salarié

Au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2010, les salariés détiennent 464 232 actions, soit 1,18 % du capital social de la Société, réparti comme suit :

- dans le cadre du fonds communs de placement nommé FCPE OPUS Classic : 208 400 actions,
- salariés inscrits au nominatif pur : 228 397 actions,
- suite à l'acquisition d'actions dans le cadre des plans OPUS : 27 435 actions.

Ni la Société, ni une société du Groupe n'ont consenti d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société à un mandataire ou à un salarié au cours de l'exercice 2010. Au 31 décembre 2010, il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de la Société susceptible d'être exercée.

En 2010, la Société a procédé à des attributions gratuites d'actions, présentée dans le rapport spécial établi à cet effet.

Aucune action gratuite n'a été attribuée aux mandataires sociaux de la Société.

Opérations effectuées par les dirigeants : la Société a été informée des opérations sur titres réalisées par ses dirigeants au cours de l'exercice 2010, suivantes :

- Stéphane Bancel a cédé des actions le 10 décembre 2010 pour un montant total de 197 100 euros ; le 18 novembre 2010 pour un montant total de 87 120 euros.
- Richard Ding a cédé des actions le 17 novembre 2010 pour un montant total de 351 250 euros.
- Eric Bouvier a souscrit des parts de FCPE le 21 mai 2010 pour un montant total de 7 821 euros.
- Jean Marc Durano a souscrit des parts de FCPE le 21 mai 2010 pour un montant total de 11 095 euros.
- Henri Thomasson a souscrit des parts de FCPE le 21 mai 2010 pour un montant total de 5 257 euros.

7 - LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 4 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société :

Administrateurs	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société	Autres références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années
<p><u>Alain Mérieux</u> 72 ans Né le 10/07/1938 Père de Monsieur Alexandre Mérieux (Administrateur et Directeur Général Délégué)</p> <p>Première nomination : 10/07/1986 Echéance du mandat : 2014</p> <p><i>Nombre d'actions de la Société : 290</i></p> <p><i>Fonction principale exercée dans la Société : Président-Directeur Général (jusqu'au 31/12/2010)</i></p>	<p>Président de Compagnie Mérieux Alliance S.A.S.</p> <p>Président du Conseil d'administration de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Institut Mérieux* - la Fondation Mérieux - l'Ecole Vétérinaire de Lyon <p>Administrateur et Président d'honneur de la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux</p> <p>Administrateur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Compagnie Plastic Omnium - Transgene* - bioMérieux Italia SpA (Italie) - Silliker Group Corp. (Etats-Unis)* - la Fondation Pierre Fabre - la Fondation Pierre Vérots - Synergie Lyon Cancer (Cancéropôle) - la Fondation Centaure 	<p><u>Expérience et expertise en matière de gestion :</u></p> <p>Diplômé de la Harvard Business School (1968) PDG de la Société depuis 1965 Directeur général d'entreprise depuis plus de 30 ans</p> <p><u>Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :</u></p> <p>Membre du Conseil de Surveillance de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eurazeo (fin : 2007) - Akzo Nobel (Pays-Bas) (fin : 2007) <p>Administrateur de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Shantha Biotechnics Ltd. (Inde) (fin : 2009)
<p><u>Jean-Luc Bélingard</u> 62 ans Né le 28/10/1948</p> <p>Première nomination : 15/09/2006 Echéance du mandat : 2014</p> <p><i>Nombre d'actions de la Société : 50</i></p> <p><i>Fonction principale exercée dans la Société : Néant (jusqu'au 31/12/2010, date de prise de ses fonctions de Président Directeur Général)</i></p> <p>Administrateur indépendant (jusqu'au 31/12/2010)**</p>	<p><u>Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :</u></p> <p>Président Directeur Général de la société IPSEN (fin : novembre 2010)</p> <p>Administrateur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LabCorp Of America (Etats-Unis) - NicOx (France) - Celera Corporation (Etats-Unis) - l'Agence Nationale de la Recherche 	<p><u>Expérience et expertise en matière de gestion :</u></p> <p>H.E.C. Paris M.B.A. Cornell University (Etats-Unis) Directeur Général de Roche Diagnostic et Membre du Comité Exécutif du Groupe Roche (1990 à 1999) Membre du Directoire et Directeur Général de bioMérieux Pierre-Fabre de 1999 à 2001 Président Directeur Général de la société IPSEN (2001 à 2010)</p> <p><u>Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :</u></p> <p>Administrateur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Applera Corp. (Etats-Unis) (fin : 2008) - ExonHit Therapeutics (France) (fin : 2006)

* Société contrôlée par la Société Compagnie Mérieux Alliance S.A.S. au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

** Administrateur indépendant en vertu de la définition contenue dans le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société

Alexandre Mérieux

37 ans

Né le 15/01/1974

Fils de Monsieur Alain Mérieux

Adresse professionnelle : Chemin de l'Orme - 69280 Marcy l'Etoile

Première nomination : 16/04/2004

Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société : 20

Fonction principale exercée dans la Société : Directeur Général Délégué et Directeur Microbiologie Industrielle

Administrateur de :

- l'Institut Mérieux*
- la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux
- la Fondation Mérieux
- Silliker Group Corp. (Etats-Unis)*
- bioMérieux Inc. (Etats-Unis)*
- BTF (Australie)*
- bioMérieux Canada*
- bioMérieux China Ltd. (Chine)*
- bioMérieux India Private Ltd. (Inde)*
- bioMérieux Polska sp. z.o.o. (Pologne)*
- bioMérieux UK Ltd. (Royaume-Uni)*
- bioMérieux Singapore Pte Ltd. (Singapour)*

Vice Président de :

- Institut Mérieux

Président de SAS* :

- Mérieux Développement*
- SGH

Gérant SCI ACCRA

Expérience et expertise en matière de gestion :

HEC Montréal

Directeur Marketing de Silliker en 2003 et 2004*

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :

Représentant permanent de Silliker Group Corp, Président de :

- Silliker France SAS* (fin 2007)
- Adriant SAS (fin 2008)

Administrateur de Ecosilk (Etats-Unis) (fin 2007)

Michele Palladino

70 ans

Né le 13/06/1940

Première nomination : 06/07/2004

Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société : 2000

Fonction principale exercée dans la Société : Néant

Administrateur indépendant**

Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :

Président et associé commanditaire de Michele Palladino & C SAS

Expérience et expertise en matière de gestion :

Directeur Général de bioMérieux SA jusqu'en 1993

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :

Néant

* Société contrôlée par la Société Compagnie Mérieux Alliance S.A.S. au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

** Administrateur indépendant en vertu de la définition contenue dans le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société

Michel Angé

71 ans
Né le 27/11/1939

Première nomination : 30/09/2004
Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société : 160

Fonction principale exercée dans la Société : Président du Comité d'Audit

Administrateur indépendant**

Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :

Administrateur de :
- Lyonnaise de Banque SA***
- Tessi
- Apicil Prévoyance

Administrateur et Vice-Président du Conseil de surveillance de la Banque de Vizille SA***

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque
Directeur Général de la Lyonnaise de Banque pendant 13 années

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :

Président et Vice-Président de :
- Apicil Prévoyance (fin : 2007)
- Apicil Assurance SA (fin : 2007)

Président d'Apicil Preci SA (fin :2007)

Administrateur du Centre Technique des Institutions de Prévoyance (fin : 2007)

Vice-Président et Administrateur du Fonds de Garantie des Institutions de Prévoyance (fin : 2008)

Président du GIE Santelog (fin : 2007)

Georges Hibon

73 ans
Né le 03/11/1937

Première nomination : 06/07/2004
Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société : 10

Fonction principale exercée dans la Société : Président du Comité des Ressources Humaines, Nominations et Rémunérations

Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :

Administrateur de l'organisation non gouvernementale Care France

Administrateur de :
- Transgene SA*
- ABL

Expérience et expertise en matière de gestion :

H.E.C. Paris
Président France de MSD Chibret
Vice-Président Merck International
Chairman et Chief Executive Officer de Pasteur Mérieux Connaught

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de Cerep SA (fin : 2007)
Administrateur de BioAlliance Pharma (fin : 2009)

Président du Conseil de Shantha Biotechnics Limited (Inde)* (fin : 2010)

* Société contrôlée par la Société Compagnie Mérieux Alliance S.A.S. au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

** Administrateur indépendant en vertu de la définition contenue dans le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société

*** Société contrôlée par Lyonnaise de banque au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

Groupe Industriel Marcel DassaultReprésenté par **Benoît Habert****46 ans**

Né le 12/07/1964

Première nomination : 16/04/2004

Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société :

2 013 470

Fonction principale exercée dans la société : membre du Comité d'Audit**Administrateur indépendant******Autres mandats et fonctions exercés dans toute société par Monsieur Benoît Habert :****Président Directeur Général de Dassault Développement SA*******Directeur Général Adjoint et administrateur de Groupe Industriel Marcel Dassault SAS** ;****Président de Habert Dassault Finance SAS*******Administrateur de :**

- Transgene SA*

- Socpresse SA***

- société du Figaro A***

- SITC SAS

- Sport 24 SA***

- Dupuis (Belgique) et Dargaud (France)

- Intigold (Pérou)

Membre du Conseil de Surveillance de AdenClassifieds SA *****Représentant de GIMD, administrateur de Silliker* (depuis 8/06/2010)****Expérience et expertise en matière de gestion de Monsieur Benoît Habert :**

Président Directeur Général de Dassault Développement

Directeur Général Adjoint de Groupe Industriel Marcel Dassault

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) de Monsieur Benoît Habert :**Administrateur de :**

- Chapitre.com (fin 2009)

- LSF (Etats-unis) (fin 2009)

- TM4 (Canada) (fin 2009)

- Livres invest (fin 2009)

- Shan (fin 2009)

Représentant permanent de Dassault Développement, administrateur de Unimedecine (fin 2007)

Philippe Archinard**51 ans**

Né le 21/11/1959

Première nomination : 10/06/2010

Echéance du mandat : 2014

Nombre d'actions de la Société : 10**Fonction principale exercée dans la Société :** Directeur du Pôle d'immunothérapie de l'Institut Mérieux**Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :**

Président - Directeur Général et Administrateur de Transgene *

Président de l'Association LyonBioPôle

Administrateur d'Erytech Pharma

Représentant permanent de TSGH* administrateur de ABL Inc.

Représentant de Lyonbiopôle au Conseil d'administration de :

- l'association « FINOVI »

- la fondation « Synergie Lyon Cancer »

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplômé de la Harvard Business School

Directeur général de Innogenetics (Belgique) de 2000 à 2003

Président - Directeur Général de Transgene*

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009):

Néant

* Société contrôlée par la Société Compagnie Mérieux Alliance S.A.S. au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

** Administrateur indépendant en vertu de la définition contenue dans le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société

*** Société contrôlée par la société Groupe Industriel Marcel Dassault au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

Christian Bréchet

58 ans
Né le 23/07/1952

Première nomination : 12/06/2008
Echéance du mandat : 2012

Nombre d'actions de la Société : 10

Fonction principale exercée dans la Société : Vice Président en charge des Affaires Médicales et Scientifiques de l'Institut Mérieux

Autres mandats et fonctions exercés dans toute société :

Vice Président en charge des Affaires Médicales et Scientifiques de Institut Mérieux*

Administrateur de :

- InabioSanté à Toulouse
- RITC - Fondation et Innovation Thérapeutique en Cancérologie à Toulouse
- IGR&D à Paris
- Fondation Ophtalmologique Adolphe de Rothschild à Paris
- Transgene*

Expérience et expertise en matière de gestion :

Directeur de l'unité INSERM U370/ Université Paris V « Carcinogenèse hépatique et virologie moléculaire » de 1993 à 2001

Chef du service Hépatologie de l'Hôpital Necker-Enfants Malades de 1997 à 2001

Directeur du Centre national de Référence de l'Institut Pasteur de Paris sur l'épidémiologie moléculaire des hépatites virales de 1998 à 2001

Directeur Général de l'INSERM de 2001 à 2007

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices (2006 à 2009) :

Directeur Général de l'INSERM (fin : 2007)

* Société contrôlée par la Société Compagnie Mérieux Alliance S.A.S. au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

8 – REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Tableau récapitulatif des jetons de présence

Le montant maximum des jetons de présence alloués à l'ensemble des administrateurs s'élève à 300 000 euros par an, ainsi qu'il résulte de la cinquième résolution de l'Assemblée générale ordinaire de la Société en date du 12 juin 2008.

Les règles de répartition des jetons de présence prévoient que chaque administrateur perçoit un montant fixe de 4 000 euros pour chaque participation à une réunion du Conseil d'administration ou de l'un des ses Comités.

Membres du Conseil	Jetons de présence versés en 2010 en €	Jetons de présence versés en 2009 en €
Alain Mérieux	20 000	20 000
Alexandre Mérieux	20 000	24 000
Christian Bréchet	20 000	20 000
Michele Palladino	28 000	28 000
TSGH	8 000	16 000
Philippe Archinard	12 000	
GIMD / Benoit Habert	52 000	28 000
Michel Angé	52 000	28 000
Georges Hibon	48 000	28 000
Jean-Luc Bélingard	28 000	24 000
Harold Boël	12 000	
TOTAL	300 000	216 000

Ces administrateurs n'ont reçu aucun jeton de présence au titre de leurs mandats au sein des filiales du Groupe.

Rémunérations des mandataires sociaux et administrateurs

♦ Monsieur Alain Mérieux

Le Président-Directeur Général perçoit une rémunération fixe, déterminée par l'Institut Mérieux, actionnaire majoritaire de la Société. Au 31 décembre 2010, seul Monsieur Alain Mérieux bénéficie d'un régime surcomplémentaire de retraite à prestations définies. Ce régime, qui concernait les cadres dirigeants de la Société, a été fermé et aucune somme n'y a été versée en 2010.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à Alain Mérieux – Président-Directeur Général		
	2010	2009
Rémunérations dues au titre de l'exercice	359 500	352 500
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
TOTAL	359 500	352 500

Alain Mérieux	Montants au titre de l'exercice 2010 en €		Montants au titre de l'exercice 2009 en €	
	Dus	Versés	Dus	Versés
- rémunération fixe ^(*)	339 500	339 500	332 500	332 500
- rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence	20 000	20 000	20 000	20 000
- avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
TOTAL	359 500	359 500	352 500	352 500
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	

(*) Rémunération versée par la société Institut Mérieux.

♦ **Monsieur Alexandre Mérieux**

Monsieur Alexandre Mérieux est rémunéré par l'Institut Mérieux, par un contrat de travail qui le lie à cette société. La fixation de la rémunération brute variable de Monsieur Alexandre Mérieux, versée l'année suivante, est basée sur deux éléments : la performance financière de la Société (notamment la progression du chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant), et sa performance individuelle appréciée en fonction d'objectifs fixés en début d'exercice. Cette rémunération fait l'objet d'un examen annuel par le Comité des Ressources Humaines, Nominations et Rémunérations, qui rend compte de ses conclusions au Conseil d'administration.

Monsieur Alexandre Mérieux bénéficie du contrat de retraite collectif (à cotisations définies) ouvert aux cadres dirigeants du Groupe.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à Alexandre Mérieux - Directeur Général Délégué		
	2010	2009
Rémunérations dues au titre de l'exercice	381 289	350 936
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
TOTAL	381 289	350 936

Alexandre Mérieux	Montants au titre de l'exercice 2010 en €		Montants au titre de l'exercice 2009 en €	
	Dus	Versés	Dus	Versés
- rémunération fixe ^(*)	221 429	221 429	184 643	184 643
- rémunération variable ^(*)	135 240	140 000	136 800	90 596
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence	20 000	20 000	24 000	24 000
- avantages en nature ^(**)	4 620	4 620	5 493	5 493
TOTAL	381 289	386 049	350 936	304 732
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	

(*) Rémunération versée par la société Institut Mérieux

(**)Voiture de fonction fournie par la société Institut Mérieux

♦ **Monsieur Christian Bréchet**

Monsieur Christian Bréchet est rémunéré par l'Institut Mérieux, par un contrat de travail qui le lie à cette société. La fixation de la rémunération brute variable de Monsieur Christian Bréchet, versée l'année suivante, est basée sur sa performance individuelle appréciée en fonction d'objectifs fixés en début d'exercice.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à Christian Bréchet		
	2010	2009
Rémunérations dues au titre de l'exercice	374 029	353 143
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
TOTAL	374 029	353 143

Christian Bréchet	Montants au titre de l'exercice 2010 en €		Montants au titre de l'exercice 2009 en €	
	Dus	Versés	Dus	Versés
- rémunération fixe(*)	267 321	267 321	255 893	255 893
- rémunération variable(*)	81 000	90 000	77 250	75 000
- rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
- jetons de présence	20 000	20 000	20 000	20 000
- avantages en nature(**)	5 708	5 708	Néant	Néant
TOTAL	374 029	383 029	353 143	350 893
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant		Néant	

(*) Rémunération versée par la société Institut Mérieux

(**)Voiture de fonction fournie par la société Institut Mérieux

Engagements pris au bénéfice des mandataires sociaux

En 2010, la Société n'a pris aucun engagement, de quelque nature que ce soit, au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, à l'exception d'un engagement au bénéfice de Jean-Luc Bélingard.

Aucune action de préférence n'a été attribuée aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2010.

Mr Jean-Luc Bélingard, nommé Président Directeur Général à compter du 1^{er} janvier 2011, n'a perçu au cours de l'exercice 2010 aucune autre rémunération que ses jetons de présence. Pour l'exercice 2011, le Conseil d'administration a arrêté une rémunération fixe d'un montant de 680 000 euros bruts par an, une rémunération variable d'un montant maximum de 125 % de la rémunération fixe, fondée sur une appréciation qualitative et quantitative de l'atteinte d'objectifs, et une indemnité de départ

représentant 24 mois de salaire qui ne sera versée qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie.

9 - ACTIVITE POLLUANTE OU A RISQUE

La société n'exploite pas d'installations classées Seveso seuil haut.

10 - IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

10.1 Impact social

bioMérieux fonde en grande partie sa réussite sur la qualité et la motivation de ses collaborateurs, leur capacité à travailler en équipes pluridisciplinaires et leur énergie à mettre leur créativité et leur professionnalisme au service de ses clients.

Un effort particulier est apporté à la communication interne afin que l'ensemble des collaborateurs de bioMérieux dans le monde puisse, grâce aux différents outils de communication, mieux connaître les informations sur la Société, comprendre ses enjeux et priorités et partager son expérience.

bioMérieux est un groupe mondial de 6 306 collaborateurs (salariés en équivalent temps plein) au 31 décembre 2010, 58 % des salariés travaillent hors de France.

Répartition des effectifs (en équivalent temps plein) du Groupe au 31 décembre 2010 :

Région	Production et logistique	Ventes, marketing, service client	R&D	Services administratifs et généraux	Total	%
Europe, Moyen-Orient, Afrique.....	1 556	981	678	478	3 693	58,6
<i>Dont France.....</i>	<i>1 222</i>	<i>417</i>	<i>650</i>	<i>368</i>	<i>2 657</i>	<i>42,1</i>
Amérique du Nord.....	845	447	214	146	1 652	26,2
Asie Pacifique.....	254	297	8	74	633	10,0
Amérique latine	101	173	3	51	328	5,2
Total	2 756	1 898	903	749	6 306	100,0
%	43,7	30,1	14,3	11,9	100,0	–

Evolution globale du nombre de salariés (en équivalent temps plein) au sein du Groupe depuis 2008 :

	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
France	2 657	2 687	2 513
Autre pays Europe, Moyen-Orient, Afrique.....	1 036	1 098	1 244
Amérique du Nord.....	1 652	1 711	1 678
Amérique latine	328	315	300
Asie Pacifique.....	633	489	405
TOTAL.....	6 306	6 300	6 140

En 2010, l'évolution des effectifs est impactée par les événements suivants :

- Fermeture définitive du site de Boxtel aux Pays-Bas.
- Fermeture du site de Solna en Suède avec un transfert complet des activités sur le site de La Balme en France.
- Fermeture du site de Toronto au Canada.
- Poursuite du renforcement des structures commerciales dans les « Emerging 7⁽⁶⁾ » avec notamment l'intégration des sociétés Meikang Biotech, Dima GmbH (société distribuant les produits de Meikang Biotech) et Zenka.

Politique sociale

Le Groupe mène en faveur de ses collaborateurs une politique sociale active centrée autour de plusieurs axes (i) le pilotage de la performance, (ii) le développement des compétences et de la mobilité, (iii) la politique de rémunération, (iv) l'amélioration des conditions de travail et (v) la promotion de l'égalité professionnelle hommes-femmes.

Les informations sur la politique sociale sont détaillées au chapitre 17.1 du document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF.

10.2 - Impact environnemental

Dans le cadre de sa politique Santé, Sécurité et Environnement, la Société s'efforce de conduire ses activités de manière à préserver la santé et à garantir la sécurité de ses salariés et des personnes présentes sur ses sites (entreprises extérieures, intérimaires, stagiaires, visiteurs), à maîtriser l'effet de ses activités sur l'environnement et à protéger ses actifs.

La Société inscrit sa politique Santé, Sécurité et Environnement dans une démarche de développement durable : la Société est signataire du Pacte Mondial (Global Compact) de l'Organisation des Nations Unies depuis 2003.

La Société a créé en 2009 un pôle Santé, Sécurité et Environnement opérant à l'échelle du Groupe, afin de développer une approche pro-active et harmonisée de prévention des atteintes aux personnes, aux biens et à l'environnement. Ce pôle Santé, Sécurité et Environnement a été renforcé en 2010 par la nomination d'un Directeur Hygiène, Sécurité et Environnement, rattaché au Directeur Qualité, Affaires Réglementaires et HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement), membre du Comité de Direction de la Société.

D'autre part, tous les principaux sites de production de la Société sont dotés de services HSE directement rattachés au Directeur de l'établissement. Le pôle Santé, Sécurité et Environnement apporte le conseil et le support nécessaires aux différents sites, en particulier à ceux qui ne disposent pas de ressources internes spécialisées.

Des procédures spécifiques (règles, consignes, instructions, ...) sont développées et appliquées pour la réalisation des tâches analysées comme critiques. Des formations sont régulièrement conduites auprès des salariés afin de minimiser les risques d'atteinte aux personnes, aux biens et à l'environnement.

La Société dispense une formation d'accueil en matière HSE destinée aux nouveaux salariés de ses principaux sites européens et nord-américains.

⁽⁶⁾ Emerging 7 : Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie

La Société analyse les dangers et évalue les risques avant de choisir d'utiliser des produits dangereux, d'acquérir ou d'exploiter des biens immobiliers ou des installations et de développer de nouveaux procédés ou produits. La Société n'exploite pas d'installations classées Seveso.

Les critères de respect de la réglementation hygiène, sécurité, environnement, sont pris en compte lors de la sélection des fournisseurs de biens et de services.

La Société conçoit, utilise et entretient ses installations de façon à maîtriser au mieux ses impacts sur l'environnement (sol, eau, air, bruit, odeurs, énergie, déchets, ...). La Société fait régulièrement auditer ses installations sur l'application des réglementations et des autres obligations qui lui sont applicables.

Depuis 2008, une démarche environnementale « bioMérieux Goes Green » (« bioMérieux passe au vert ») est en cours. Elle comprend cinq domaines clés : l'énergie, l'eau, le papier, les déchets et les émissions. La formation d'intégration dispensée aux nouveaux managers de la Société en France et aux Etats-Unis comprend un module spécifique sur cette démarche.

Il existe un Comité du développement durable présidé par le Directeur Qualité, Affaires Réglementaires et HSE, et animé par le Responsable Environnement, auquel participent dix représentants de l'ensemble des fonctions de l'entreprise. En parallèle, les initiatives environnementales s'appuient sur un réseau de plus de 40 « Green Champions » ou « correspondants environnement » dans chaque site, filiale et fonction support de la Société.

L'objectif du comité développement durable est de procéder à l'établissement d'un « plan d'actions pour l'environnement » permettant de définir une série d'objectifs et d'indicateurs annuels jusqu'en 2012 et de définir les principes applicables à l'ensemble des sociétés du Groupe en matière de maîtrise des impacts environnementaux.

Sur ses principaux sites de production, la Société a mis en place des démarches d'amélioration continue de type « Kaizen » ou « 5S ». Ces démarches participent à la prise en compte des impacts de l'activité de la Société sur l'environnement.

Les informations détaillées sur les questions environnementales sont mentionnées dans le chapitre 8.2 du document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF.

11 - ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Ce point est développé en point 4 du Rapport de gestion sur les comptes consolidés.

12 - INFORMATIONS CONCERNANT LES OFFRES PUBLIQUES

- Répartition du capital : cf. § 6 ci dessus.
- Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions : cf. § 21.2.7 du document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF.
- Mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel :

Il existe un fonds commun de placement mis en place lors de l'augmentation de capital réservée aux salariés de bioMérieux suite à son introduction en bourse, dénommé « OPUS Classic ».

- Pouvoirs du Conseil d'administration pour le rachat d'actions : l'Assemblée générale des actionnaires du 10 juin 2010 a consenti au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour

lancer un programme de rachat d'actions, d'en déterminer les modalités et de mettre en œuvre cette autorisation aux seules fins :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement,
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits liés à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à des programmes d'options d'achat d'actions, à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son groupe, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne d'entreprise,
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de procéder à la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'action.

En particulier, le Conseil d'administration est autorisé à procéder à l'achat pour la Société de ses propres actions dans la limite légale de 10 % de son capital, étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5 %, conformément aux dispositions légales.

– Délégations de compétence et de pouvoirs

Le tableau des délégations de compétence et de pouvoirs consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration concernant les émissions d'actions figure en annexe.

– Droit de vote

L'article 20 des statuts de la Société prévoit qu'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions, toutes catégories confondues, entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis 5 ans au moins, au nom d'un même titulaire.

– Clauses de changement de contrôle

Certains contrats auxquels la Société est partie sont susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin dans le cas d'un changement de contrôle. Le tableau ci-dessous reprend la liste des principaux contrats concernés.

Nature du contrat	Cocontractant	Objet
Contrat de prêt	BNP Paribas, Calyon, Natexis Banques Populaires, Société Générale	Prêt syndiqué d'un montant de 260 millions d'euros, à échéance 2013
Contrat de licence	Gen-Probe	ARN ribosomal
Contrat de licence	Roche Diagnostics	NT-pro-BNP
Contrat de licence	Chiron	VIH

Nature du contrat	Cocontractant	Objet
Contrat de licence	B.R.A.H.M.S. AG	PCT
Contrat de licence	Université Paul Sabatier/ Pr. Serre	Filaggrine
Contrat de licence (croisée)	KNOME Inc.	Sample prep technology
Contrat de licence	Biocartis SA	Nouvelle plateforme PCR Apollo

bioMérieux n'a pas connaissance d'autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur ses titres, tels que listés par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce.

13 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Le rapport général de vos Commissaires aux comptes et leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce sont reproduits au § 19 du document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF, et nous les tenons par ailleurs à votre disposition.

Nous vous indiquons également que la liste des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, a été communiquée aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

14 - SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Aucun mandat n'arrive à expiration au cours de l'Assemblée générale.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, Monsieur Jean-Luc Bélingard est Président-Directeur Général et Monsieur Alexandre Mérieux a été reconduit en qualité de Directeur Général Délégué. Ils assumeront leurs fonctions pour la durée de leur mandat d'administrateur, à savoir jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2014 et qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013.

15 - SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat (i) du Commissaire aux comptes titulaire de la société Commissariat Contrôle Audit C.C.A et (ii) du Commissaire aux comptes suppléant la société Diagnostic Révision Conseil arrivent à expiration lors de la présente Assemblée.

Il est proposé à l'Assemblée des actionnaires de nommer en remplacement, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle qui statuera en 2017 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016:

- la société Diagnostic Révision Conseil dont le siège social est 112 rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 480 775 782 en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire
- la société Commissariat Contrôle Audit C.C.A dont le siège social est 112 rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 333 883 353 en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant.

16 - ÉVÈNEMENTS RÉCENTS/PERSPECTIVES D'AVENIR

16.1 - Evènements récents

bioMérieux et Ipsen ont annoncé en février 2011 la signature d'un partenariat visant à créer une collaboration mondiale dans le domaine du théranostic, portant notamment sur les cancers hormono-dépendants. Les deux sociétés ont signé un accord cadre leur permettant d'identifier ensemble des programmes qui pourraient bénéficier du développement conjoint d'un traitement thérapeutique et d'un test de diagnostic compagnon, notamment pour la prévention et le traitement des cancers de la prostate et du sein, des tumeurs neuro-endocriniennes (TNE) et des tumeurs de l'hypophyse.

Une nouvelle gouvernance a été mise en place. Sur proposition d'Alain Mérieux, le Conseil d'administration du 17 décembre 2010 a nommé Jean-Luc Bélingard, Président Directeur Général de bioMérieux, à compter du 1^{er} janvier 2011. Le Conseil d'administration a confirmé Alexandre Mérieux en tant que Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'administration du 8 mars 2011 a nommé Monsieur Michel Angé, membre du Comité des Ressources Humaines, Nominations et Rémunérations, en remplacement de Monsieur Georges Hibon. Ledit Comité est ainsi composé d'une majorité d'administrateurs indépendants.

16.2 - Perspectives d'avenir

bioMérieux prévoit de réaliser, en 2011, une croissance de son chiffre d'affaires comprise entre 5 et 6 %, à devises constantes et périmètre d'activité comparable. Cet objectif exclut l'impact de l'arrêt de l'activité milieux de culture cliniques de routine en Amérique du Nord. Il tient compte de l'environnement dégradé des principaux marchés de la Société (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord), de la fin du contrat de tests VIH quantitatifs en Afrique du Sud et de l'importance des ventes d'instruments en 2010.

En 2011, la Société prévoit d'investir pour assurer son développement et sa rentabilité à moyen terme. Elle lancera une nouvelle activité « Services », préparera les lancements de 2012 et de 2013, et intensifiera son effort de R&D. Dans ce contexte, elle cible un résultat opérationnel courant compris entre 255 et 270 millions d'euros, après prise en compte de crédits d'impôt recherche estimés à 12 millions d'euros. Cet objectif tient compte également de la diminution programmée des redevances reçues ainsi que des dépenses liées au déploiement et à l'amortissement du « Global ERP ».

17 - FACTEURS DE RISQUES

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ ET AUX OPÉRATIONS DE BIOMÉRIEUX

RISQUE D'INSUCCÈS DES PROJETS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- La Société pourrait ne pas percevoir les fruits de ses investissements en Recherche et Développement en cas d'échec technique ou industriel, si les produits développés ne recevaient pas les autorisations réglementaires nécessaires ou s'ils ne rencontraient pas le succès commercial attendu.

RISQUE D'ÉMERGENCE DE TECHNOLOGIES CONCURRENTES

- La Société pourrait être confrontée à l'émergence de nouvelles techniques de diagnostic susceptibles de remettre en cause certains de ses produits.

RISQUES LIES A LA CONCURRENCE

- La Société pourrait ne pas être en mesure de faire face de façon efficace à la concurrence.

RISQUES LIES AUX ACTIVITES INTERNATIONALES

- La Société est exposée à certains risques liés au caractère international de ses activités.

RISQUES LIES AUX PRIX ET AUX REMBOURSEMENTS

- Les incertitudes pesant sur les remboursements des examens de diagnostic et sur d'éventuelles réformes des systèmes d'assurance maladie peuvent affecter les clients de la Société et, indirectement, la Société elle-même.

RISQUES LIES AUX MODIFICATIONS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

- Environnement économique ; Concentration de la base de clientèle ; Pression accrue sur les prix ; Développement du marché du diagnostic in vitro moindre qu'anticipé.

RISQUES LIES A LA STRATEGIE DE BUSINESS DEVELOPPEMENT

- La Société pourrait ne pas être en mesure de poursuivre sa stratégie d'acquisitions de technologies développées par des tiers, ou ne pas obtenir le renouvellement à leur échéance de droits nécessaires à certaines de ses activités

RISQUE DE DEPENDANCE VIS-A-VIS DE PARTENAIRES

- La Société, qui est dépendante de partenaires pour développer, fabriquer et commercialiser certains produits, pourrait être pénalisée par une mésentente sur la conduite des opérations.

RISQUE DE DEPENDANCE VIS-A-VIS DE CERTAINS CADRES

RISQUES DE DEFAILLANCE DE CERTAINS FOURNISSEURS

RISQUES LIES A LA POLITIQUE D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE

- La survenance d'un événement entraînant l'interruption temporaire ou définitive de l'exploitation de l'une des unités de production de la Société pourrait avoir un impact négatif sur sa situation financière.

RISQUES LIES AUX CAPACITES DE PRODUCTION

- La capacité de production de la Société pourrait s'avérer insuffisante pour accompagner le développement de son activité.

RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

- Les contraintes réglementaires pourraient restreindre la capacité de la Société à mettre ses produits sur le marché ou rendre leur fabrication plus coûteuse.

RISQUE DE DEFAILLANCE DU SYSTEME D'INFORMATION

- La Société pourrait faire face à une défaillance de son système d'information, pouvant nuire au fonctionnement de la société.

RISQUES JURIDIQUES

RISQUES LIES A LA RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS

- D'une manière générale, la fabrication et la commercialisation de produits de diagnostic exposent la Société à la mise en jeu de sa responsabilité, du fait des produits.

RISQUES LIES A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

- Si la Société ne parvenait pas à protéger ses droits de propriété industrielle, elle pourrait ne plus être compétitive et se trouver dans l'impossibilité de réaliser de maintenir sa profitabilité.
- Les brevets de la Société pourraient être contrefaits et la Société pourrait contrefaire des brevets de tiers.

RISQUE RELATIF AUX PROCEDURES CONTENTIEUSES

- La Société est partie à un certain nombre de litiges.

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

Les responsabilités liées à l'environnement et les frais de mise en conformité pourraient avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation de la Société.

RISQUES DE MARCHE

RISQUES RELATIFS A L'ENDETTEMENT FINANCIER

- La principale ressource financière de la Société est assujettie au respect de certains ratios financiers consolidés
- Risques de crédit
- Risques de liquidité

RISQUES DE CHANGE

RISQUES LIES AUX MATIERES PREMIERES

RISQUES LIES AUX ENGAGEMENTS DE RETRAITE

RISQUES LIES A LA VOLATILITE ET A LA LIQUIDITE DU COURS DE L'ACTION

Le détail des risques ainsi arrêté est présenté au chapitre 4 du document de référence 2010 déposé auprès de l'AMF.

AUTRES RISQUES FINANCIERS

La gestion des autres risques financiers est traitée dans les comptes consolidés figurant en annexe.

18 - RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE RACHAT D'ACTION REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE

Les Assemblées générales mixtes du 11 juin 2009 et du 10 juin 2010 ont autorisé le Conseil d'administration, jusqu'à la tenue de l'Assemblée générale de la Société appelée à statuer sur les

comptes de l'exercice 2010, soit le 15 juin 2011, à acheter des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce.

Aux termes de ces autorisations, l'acquisition, la cession et le transfert des actions de la Société peuvent être effectués par tous moyens et notamment par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, sur le marché ou hors marché, à l'exclusion de la vente d'options de vente, sauf en cas d'échange dans le respect de la réglementation en vigueur. La part du programme pouvant être effectuée par négociation de blocs n'est pas limitée et peut représenter la totalité du programme, dans la limite de détention de 10 % du capital.

Conformément à ces autorisations, le descriptif du programme de rachat de titres permet à la Société d'acheter ses actions en fonction des situations de marché en vue de (i) assurer la liquidité et animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF, (ii) remettre des actions lors de l'exercice de droits liés à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à des programmes d'options d'achat d'actions, à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son groupe, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne d'entreprise, (iii) conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, (iv) procéder à la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'actions.

Conformément à la dix-septième résolution de l'Assemblée générale mixte du 10 juin 2010, le Conseil d'administration est également autorisé, jusqu'à l'Assemblée générale de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010, à réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises au titre du programme de rachat d'actions.

Synthèse des opérations réalisées par la Société sur ses titres entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2010 dans le cadre du contrat de liquidité.

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales mixtes du 11 juin 2009 et du 10 juin 2010, ainsi que des programmes consécutifs de rachat de titres, et en exécution du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF conclu avec la Société, la société Crédit Agricole Cheuvreux, agissant en qualité de prestataire de services d'investissement, a procédé, au cours de la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, aux opérations suivantes :

Nombre d'actions achetées	44 482
Cours moyen des achats	78,26 €
Nombre d'actions vendues	33 182
Cours moyen des ventes	80,96 €
Frais de négociations	0
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2010	12 200
Valeur des actions à la clôture au cours moyen d'achat	866 914 €
Valeur d'inventaire au 31 décembre 2010	900 604 €
Valeur nominale des actions	/
Motif des opérations	Régulation des cours
Part du capital représentée par les actions propres à la clôture	0,03 %

Les actions ainsi acquises par la société Crédit Agricole Cheuvreux l'ont exclusivement été pour répondre à l'objectif d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un

prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Synthèse des opérations réalisées par la Société sur ses titres entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2010 dans le cadre d'un contrat de mandat.

Aucune opération n'a été réalisée au titre d'un contrat de mandat au cours de l'année 2010.

Nombre d'actions achetées	/
Cours moyens des achats	/
Nombre d'actions vendues	
Cours moyen des ventes	
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2010	19 000
Valeur des actions à la clôture au cours moyen d'achat	1 017 285 €
Valeur d'inventaire au 31 décembre 2010	1 402 580 €
Valeur nominale des actions	/
Motif des opérations	Remise d'actions lors de l'exercice de droits liés à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux
Part du capital représentée par les actions propres à la clôture	0,05 %

Au 31 décembre 2010, la Société détenait 31 200 actions soit, 0,08 % du capital.

Utilisation de produits dérivés

La Société n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de ce programme de rachat d'actions et par ailleurs, il n'y a pas de positions ouvertes à l'achat ou à la vente sur des produits dérivés à la date de dépôt du présent document de référence.

19 - CONCLUSION

Nous vous demandons de donner acte à vos administrateurs des informations contenues dans le présent rapport, d'approuver purement et simplement les comptes annuels ainsi que les comptes consolidés de l'exercice écoulé, tels qu'ils vous sont présentés, de ratifier les propositions de votre Conseil et de donner quitus à chacun de vos administrateurs pour l'exercice considéré.

Le Conseil d'administration

ANNEXE 1

**TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS
DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

Nature des indications	Exercice 31/12/2010	Exercice 31/12/2009	Exercice 31/12/2008	Exercice 31/12/2007	Exercice 31/12/2006
I. Capital en fin d'exercice					
Capital social	12 029 370	12 029 370	12 029 370	12 029 370	12 029 370
Nombre des actions ordinaires existantes	39 453 740	39 453 740	39 453 740	39 453 740	39 453 740
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II. Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	729 767 174	645 591 221	599 166 536	552 966 507	530 467 073
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	215 560 896	108 165 249	110 987 806	98 517 151	116 163 375
Impôts sur les bénéfices	6 153 827	-7 752 262	-2 347 822	1 032 680	10 512 384
Participation des salariés due au titre de l'exercice	4 123 346	0	2 571 888	1 001 436	3 237 535
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	150 257 615	81 790 110	78 706 148	33 150 507	61 834 399
Résultat distribué ⁽¹⁾	38 664 665	36 297 441	31 957 529	29 984 842	29 984 842
Distribution exceptionnelle prélevée sur la réserve	0	0	0	0	0
III. Résultats par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions	5,20	2,94	2,81	2,45	2,60
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,81	2,07	1,99	0,84	1,57
Dividende attribué à chaque action ⁽²⁾	0,98	0,92	0,81	0,76	0,76
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant	2 675	2 605	2 449	2 367	2 299
Montant de la masse salariale de l'exercice	129 576 098	130 932 692	116 589 162	111 202 680	105 294 789
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres)	63 655 867	59 318 262	51 736 740	49 539 321	49 443 252

(1) Sous réserve du dividende non versé relatif aux actions propres détenues au moment de la mise en paiement

(2) Le dividende unitaire pour les distributions exceptionnelles n'est pas mentionné dans ce tableau

ANNEXE 2

COMPTES CONSOLIDÉS RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2010

ANNEXE 3

COMPTES SOCIAUX RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2010

ANNEXE 4

TABLEAU DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Titres concernés	Date et durée de l'autorisation	Montant nominal maximal d'augmentation de capital	Montant utilisé et décision d'utilisation
Attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre	AG 10 juin 2010 38 mois, soit jusqu'au 10 août 2013	0,95 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation)	200 600 actions ^(a) (0,5% du capital)
Emission avec droit préférentiel Augmentation du capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ou de valeurs mobilières	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	35 % du capital à la date de l'AG 2009 dont 500 millions d'euros au maximum pour les valeurs mobilières représentatives de créances	Non utilisé
Emission sans droit préférentiel Augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ou de valeurs mobilières	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	35 % du capital à la date de l'AG 2009 ^(b) dont 500 millions d'euros au maximum pour les valeurs mobilières représentatives de créances ^(c)	Non utilisé
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	35 % du capital à la date de l'AG 2009	Non utilisé
Augmentation du nombre d'actions en cas d'augmentation de capital	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	15 % de l'émission initiale décidée dans le cadre des délégations consenties à hauteur de 35 % du capital social	Non utilisé
Augmentation de capital au profit d'investisseurs qualifiés	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	20 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation) par an	Non utilisé
Augmentation de capital par émission de valeurs mobilières « au fil de l'eau »	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	10 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation) par an	Non utilisé
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre publique d'échange ou d'apport en nature sur les titres de la Société	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	10 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation) et 35 % du capital à la date de l'AG 2009 ^(b)	Non utilisé
Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au PEE	AG 11 juin 2009 26 mois, soit jusqu'au 11 août 2011	5 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation)	Non utilisé
Options de souscription ou d'achat d'actions	AG 10 juin 2010 38 mois, soit jusqu'au 10 août 2013	10 % du capital (au jour de la mise en œuvre de la délégation)	Non utilisé

(a) CA 10 juin 2010

(b) Ce pourcentage vient s'imputer sur le montant total d'augmentation de capital autorisée de 35 %

(c) Ce montant vient s'imputer sur l'enveloppe totale d'augmentation de capital des valeurs mobilières représentatives de créances de 500 millions d'euros